

CHAPITRE V

Questions de société et comportement électoral en Belgique

Pascal DELWIT

Depuis les événements de mai 1968, l'attention sur la relation aux questions de société et aux systèmes de valeurs associés s'est fort développée. Pendant longtemps, le comportement social, politique et électoral se focalisait sur des problématiques d'ordre économique et social, quand bien même plusieurs clivages traversaient de nombreux Etats.

Le mouvement de mai 1968, largement fondé sur une profonde mise en cause d'essence culturelle, a contribué à (r)ouvrir le spectre des analyses fondées sur le rapport aux thématiques d'un autre ordre que celles ayant trait aux problèmes économiques et sociaux ¹.

Dans ce contexte, l'ouvrage majeur de Ronald Inglehart, *The Silent Revolution* ² a inauguré un nouvel axe de recherches basées sur l'analyse des comportements en fonction de systèmes de valeurs. Inglehart y annonce l'arrivée de générations beaucoup plus fixées sur des valeurs qualifiées de postmatérialistes : bien-être, qualité de la vie, éthique, ... Cette révolution des valeurs aurait été rendue possible par l'éloignement générationnel lié à l'événement clé qu'a été la seconde guerre mondiale, et par ce qui était encore à l'époque une configuration de chômage résiduel ou de plein emploi dans les pays développés.

Le rapport aux questions de société devient dès lors une donnée cruciale dans l'analyse des positionnements et des comportements des citoyens. Le politologue américain Herbert Kitschelt prolongera les travaux d'Inglehart en suggérant un axe

¹ Ch. S. MAIER (ed.), *Changing boundaries of the political. Essays on the evolving balance between the state and society, public and private in Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987.

² R. INGLEHART, *The silent revolution : changing values and political styles among Western publics*, Princeton, Princeton University Press, 1977.

opposant les tenants d'une gauche libertaire aux positions de type autoritaire³. Les premiers, pour reprendre les propos de Gérard Grunberg et Etienne Schweisguth, s'épanouissent dans un « système de valeurs anti-autoritaires, valorisant l'autonomie et l'épanouissement individuels, reconnaissant à chacun le droit au libre choix de son mode de vie, et fondé sur le principe de l'égale valeur intrinsèque de tout être humain quels que soient sa race, sa religion, son sexe ou son rang social »⁴. Les seconds sont rétifs à l'autonomie et prônent un mode de vie, notamment familial, très classique. Rie et Flanagan, qui étudient la diffusion de la perspective libertaire dans le temps long, considèrent aussi qu'elle se fixe sur les principes d'épanouissement personnel. Ils ajoutent néanmoins qu'elle ne peut pleinement se déployer que dans les nations « *where the opportunities for the realization of their goals is at all-time high* »⁵, ce qui est le cas en Belgique.

1. 10 juin 2007, des électeurs libéraux ou conservateurs ?

Nous avons voulu tester dans quelle mesure nous pouvions isoler des groupes appartenant au registre du libéralisme culturel et d'autres ressortissant à des postures conservatrices, en excluant les questions relatives aux dimensions universalistes ou ethnocentristes, traitées dans un autre chapitre. Pour ce faire, nous avons soumis deux propositions aux enquêtés, par rapport auxquelles ils devaient se positionner. Six postures étaient possibles : « tout à fait d'accord », « plutôt d'accord », « ni d'accord, ni contre », « plutôt contre », « tout à fait contre », « ne sait pas ».

La première suggestion avait trait à la consommation de cannabis. Le cannabis n'a pas généré de conflits majeurs dans la société belge mais sa thématique est importante eu égard à la préoccupation de nombre de parents quant à la consommation (éventuelle) de leurs enfants. Par ailleurs, les pratiques différentes des Parquets ont conduit à une lecture complexe de ce qui était « permis », « toléré », « légal » ou « illégal ». Dans la mesure où « la dimension anti-autoritaire du libéralisme culturel » se manifeste dans son refus d'« institutions ou de pratiques dites répressives »⁶, le positionnement par rapport à cette thématique pouvait apparaître comme très révélateur. La proposition était énoncée de la manière suivante : « La consommation de cannabis doit être strictement interdite ».

Les résultats dévoilent des résultats contrastés. Une majorité de Wallons ont une approche répressive sur la problématique de la pénalisation du cannabis. 39,2% d'entre eux se déclarent même tout à fait d'accord avec la proposition de l'« interdiction

³ Voir par exemple H. KITSCHOLT, *The transformation of European Social Democracy*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.

⁴ G. GRUNBERG, E. SCHWEISGUTH, « Libéralisme culturel et libéralisme économique », in D. BOY, N. MAYER (éd.), *L'électeur français en questions*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1990, p. 45.

⁵ S. FLANAGAN, A.-R. LEE, « The New Politics, culture wars, and the authoritarian-libertarian value change in advanced Industrial Democracies », *Comparative Political Studies*, 2003, 36/3, p. 243.

⁶ G. GRUNBERG, E. SCHEISGUTH, « Le virage à gauche des couches moyennes salariées », in D. BOY, N. MAYER (éd.), *L'électeur français en questions*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1990, p. 360.

stricte », alors qu'ils ne sont que 31,4% à s'opposer au principe de l'interdiction formelle. A Bruxelles, en revanche, l'approche est plus libérale. 50% des Bruxellois rejettent la perspective d'une « pénalisation » de la consommation du cannabis pour seulement 37,5% suggérant une démarche inverse. On notera aussi que la posture d'entre-deux est endossée par plus de Wallons que de Bruxellois : l'écart est de quatre points de pourcent (tableau 1).

Tableau 1. Positionnement des francophones quant à l'interdiction stricte de la consommation de cannabis

	<i>Wallonie</i>		<i>Bruxelles</i>		<i>Communauté française</i>	
	N	%	N	%	N	%
Tout à fait d'accord	559	38,24	235	21,00	794	30,76
Plutôt d'accord	205	14,02	185	16,53	390	15,11
Ni d'accord ni contre	239	16,35	140	12,51	379	14,68
Plutôt contre	253	17,31	145	12,96	398	15,42
Tout à fait contre	206	14,09	414	37,00	620	24,02
Total	1 462	100	1 119	100	2 581	100
Manquant	50		55		105	

La deuxième question portait sur une problématique traditionnellement plus polarisée, l'homosexualité. En matière de rapports au corps et au comportement des couples ou de la femme, la Belgique s'est longtemps présentée comme un pays conservateur, en raison de la longue et forte influence de l'Eglise et de son relais politique, le parti catholique puis le PSC-CVP. Il a, par exemple, fallu attendre 1990 pour que l'interruption volontaire de grossesse (IVG) soit, en certaines circonstances, dépenalisée. Alors que cette proposition de loi avait passé tous les stades de la procédure, le roi Baudoin I^{er} refusa de la signer. Il fallut une « entourloupette », pour reprendre les termes de Jean Stengers, pour que le processus puisse être mené à son terme⁷. Le roi fut déclaré dans « l'impossibilité de régner » durant un jour.

En 1999, la constitution du gouvernement arc-en-ciel, associant libéraux, socialistes et verts, fut saluée comme un souffle d'air frais après quarante ans de présence ininterrompue des démocrates chrétiens au gouvernement, dont une seule année sans détenir le poste de Premier ministre⁸. Le gouvernement Verhofstadt I mais aussi Verhofstadt II marqua sa singularité sur les questions éthiques, faisant passer la Belgique du rang d'Etat frileux sur ces problématique à celui d'un des plus progressistes en Europe et dans le monde. Dans cette transformation, la question de l'homosexualité a joué un rôle emblématique. En janvier 2003, la Chambre adopte ainsi le projet de loi permettant le mariage des personnes de même sexe. En décembre

⁷ J. STENGERS, *L'action du Roi en Belgique depuis 1831. Pouvoir et influence*, Bruxelles, Racine, 1996, p. 12.

⁸ Il s'agit de la tripartite traditionnelle conduite par Edmond Leburton en 1973.

2005, le législateur a franchi un pas supplémentaire en autorisant l'adoption d'enfants par des couples homosexuels.

Pour tester le libéralisme culturel des Belges sur les thèmes éthiques, nous avons soumis cette mesure au questionnement des citoyens. Ceux-ci étaient invités à se prononcer sur la proposition suivante : « Il est normal que les couples homosexuels puissent adopter des enfants ».

Les tendances relevées sur la problématique du cannabis sont corroborées sur cette question. Près d'un Wallon sur deux (49,5%) exprime son opposition au choix opéré par le législateur en 2005. Ils ne sont, en revanche, que 37,6% à exprimer un soutien à cette initiative. Les opposants nets (tout à fait contre) sont deux fois plus nombreux que les partisans les plus convaincus (tout à fait d'accord) (tableau 2).

En Région bruxelloise, la configuration est une fois encore inversée. Un Bruxellois sur deux appuie le choix du législateur pour 35% d'opposants. Dans cet espace, les partisans convaincus sont (plus de) deux fois plus nombreux que les opposants irréductibles.

Tableau 2. Positionnement des francophones quant à l'autorisation pour les couples homosexuels d'adopter des enfants

	<i>Wallonie</i>		<i>Bruxelles</i>		<i>Communauté française</i>	
	N	%	N	%	N	%
Tout à fait d'accord	254	17,39	436	38,52	690	26,61
Plutôt d'accord	266	18,21	126	11,13	392	15,12
Ni d'accord ni contre	218	14,92	173	15,28	391	15,08
Plutôt contre	223	15,26	216	19,08	439	16,93
Tout à fait contre	500	34,22	181	15,99	681	26,26
Total	1 461	100	1 132	100	2 593	100
Manquant/ne sait pas	59		38		97	

A partir des deux suggestions, Wallons et Bruxellois ont été classés en cinq catégories allant du libéralisme culturel marqué au conservatisme net. Compte tenu des positions évoquées dans les deux spectres analysés, la déclinaison se présente en miroir. On ne dénombre en effet que 16% de libéraux culturels nets dans l'espace wallon pour 37,8% dans la Région de Bruxelles capitale. *A contrario*, 37% des Wallons apparaissent ouvertement conservateurs sur cette échelle pour 18,5% à peine de Bruxellois. Examiné à l'aune des catégories « libéraux culturels » vs « conservateurs », le spectre wallon révèle 33,1% de libéraux culturels pour 52% de conservateurs tandis que l'espace bruxellois dévoile 49,8% de libéraux culturels pour 36,3% de conservateurs (tableau 3).

Tableau 3. Classement des francophones sur un axe allant du libéralisme culturel marqué au conservatisme net

	<i>Wallonie</i>		<i>Bruxelles</i>		<i>Communauté française</i>	
	N	%	N	%	N	%
Libéralisme culturel marqué	230	16,08	425	37,76	655	25,63
Libéralisme culturel	244	17,02	136	12,04	379	14,83
Position centrale	214	14,92	157	13,90	370	14,48
Conservatisme	214	14,96	201	17,81	415	16,22
Conservatisme marqué	530	37,02	208	18,48	738	28,85

Dans la littérature, une double association est souvent présentée, l'effet générationnel et le niveau d'instruction. Toutefois Nonna Mayer rappelle que « la réaction n'a pas l'ampleur qu'on lui prête parfois. Loin de se développer, elle semble plutôt, lentement, se réduire. Si le Front national trouve là ses soutiens, c'est un combat d'arrière-garde, face à la diffusion progressive du « libéralisme culturel », sous l'effet conjugué du remplacement générationnel et des progrès de l'instruction »⁹. Une troisième dichotomie peut être présentée, le rapport au genre. Fortement concernées par la poussée des valeurs du libéralisme culturel à partir des années soixante-dix, les femmes auraient été des vecteurs de la poussée libérale sur les questions de société face à des segments masculins, dont certains se seraient réfugiés dans une perspective plus conservatrice : « De nombreuses études de science politique ont mis au jour la poussée d'une gauche associée au libéralisme culturel et à l'amélioration de la condition féminine, auprès de femmes de plus en plus insérées dans la vie active. En revanche, on sait peu de choses sur l'évolution des comportements politiques des hommes et du passage d'une partie d'entre eux vers un vote ultra-conservateur ou d'extrême droite comme marqueur d'une condition masculine en plein bouleversement »¹⁰. Le capital scolaire, l'âge et le genre influent-ils sur les systèmes des valeurs des Belges francophones ?

A l'évidence, pour les positionnements différents en fonction du capital scolaire, la réponse est positive. En Wallonie, seuls 29,5% des non-diplômés ressortissent à la catégorie des libéraux culturels pour 63,8% à celle des conservateurs. Chez les détenteurs du certificat d'enseignement fondamental, les données sont du même ordre : 24,4% des libéraux culturels pour 64,6% de conservateurs. Le phénomène est même accentué en Région bruxelloise dès lors qu'on n'y recense que 28,1% et 26,5% de libéraux culturels respectivement chez les non-diplômés et les détenteurs du primaire. En revanche, on dénombre pas moins de 66,7% et 64,5% de conservateurs dans ces deux catégories.

A l'autre bout de la hiérarchie, la situation se présente différemment. Dans l'espace wallon, 32,7% des diplômés de l'enseignement supérieur non universitaire et 39,9% des universitaires sont classés comme des libéraux culturels. Mais on dénombre encore

⁹ N. MAYER, *Ces Français qui votent FN*, Paris, Flammarion, 1999, p. 138.

¹⁰ P. PERRINEAU, *Le symptôme Le Pen. Radiographie des électeurs du Front national*, Paris, Fayard, 1997, p. 107.

respectivement 49,3% et 43,6% de conservateurs dans ces deux catégories. On notera néanmoins que parmi les conservateurs, la posture la plus nette est moins marquée.

En définitive, c'est à Bruxelles que l'on recense une occurrence où les libéraux culturels sont majoritaires. Parmi les détenteurs d'un diplôme du supérieur non universitaire, on dénombre 32,5% de libéraux culturels pour 49,7% de conservateurs. Mais chez les universitaires, les libéraux culturels atteignent 47,8% pour 38% de conservateurs (tableau 4).

Tableau 4. Positionnement des francophones sur les questions de société en fonction du capital scolaire (en %)

	<i>Libéraux culturels marquants</i>	<i>Libéraux culturels</i>	<i>Entre-deux</i>	<i>Conservateurs</i>	<i>Conservateurs marquants</i>
<i>Région wallonne</i>					
Aucun	16,67	12,96	3,70	9,26	57,41
Primaire	14,96	9,45	11,02	8,66	55,91
Secondaire inférieur	16,44	15,77	15,09	15,77	36,94
Secondaire supérieur	19,26	15,91	13,16	15,91	35,77
Supérieur non universitaire	13,34	19,54	17,79	14,69	34,64
Supérieur universitaire	16,01	23,84	16,55	18,15	25,44
<i>Région bruxelloise</i>					
Aucun	15,38	12,82	5,13	5,13	61,54
Primaire	19,28	7,23	7,23	3,61	62,65
Secondaire inférieur	18,57	9,43	11,14	10,57	50,29
Secondaire supérieur	17,55	15,10	13,06	12,04	42,24
Supérieur non universitaire	15,73	17,81	16,77	16,56	33,13
Supérieur universitaire	21,82	26,01	14,13	11,75	26,29

Le positionnement varie-t-il en fonction de l'âge et des générations ? Logiquement, nous devrions observer la proportion de libéraux culturels la plus forte dans les cohortes les plus jeunes et la part la plus importante de conservateurs parmi les tranches les plus âgées.

Cette attente est vérifiée. En Wallonie, 47,7% des 18-24 ans et 44,2% des 25-29 ans ressortissent aux positions les plus libérales sur les questions de sociétés. Dans ces tranches d'âge, on ne relève respectivement que 32,2% et 36,3% de conservateurs. Ces derniers sont donc minoritaires. A Bruxelles, l'observation est aussi corroborée mais moins nettement chez les 18-24 ans. On y dénombre en effet 37,5% de libéraux culturels mais 41,8% de conservateurs. Parmi les 25-29 ans, la position libérale reprend le dessus avec respectivement 51,3% de libéraux culturels pour 33,7% de conservateurs.

Parmi les citoyens âgés de 60 ans et plus, les positions conservatrices sont très nettement dominantes. En Région wallonne, on compte en effet 61,2% de conservateurs dans la tranche 60-64 ans et 72,4% chez les 65 ans et plus. Nul étonnement dès lors de ne relever que 28,4% de libéraux chez les premiers et 18,7% à peine chez les seconds.

A Bruxelles, la configuration est très similaire. 63,4% des 60-64 ans ressortissent à la catégorie des conservateurs sur les questions de société. Et ils sont 65,7% dans les 65 ans et plus. *A contrario*, on ne relève que 26,4% de libéraux culturels chez les premiers et 25,2% chez les seconds (tableau 5).

Tableau 5. Positionnement des francophones sur les questions de société en fonction de l'âge (en %)

	<i>Libéralisme culturel marqué</i>	<i>Libéralisme culturel</i>	<i>Position centrale</i>	<i>Conservatisme</i>	<i>Conservatisme marqué</i>
<i>Région wallonne</i>					
18-24	24,66	23,06	19,41	13,01	19,86
25-29	19,86	24,32	19,52	15,07	21,23
30-34	19,73	18,83	21,08	16,14	24,22
35-39	16,79	18,28	15,67	14,93	34,33
40-44	15,48	15,48	16,77	17,42	34,84
45-49	15,09	14,39	15,44	14,39	40,70
50-54	10,81	16,82	12,31	11,71	48,35
55-59	10,49	20,22	11,99	13,86	43,45
60-64	15,59	12,90	11,29	15,05	45,16
65 et plus	8,68	9,97	9,00	14,79	57,56
<i>Région bruxelloise</i>					
18-24	20,66	16,90	20,66	15,02	26,76
25-29	22,48	28,68	15,12	12,40	21,32
30-34	25,88	20,18	14,04	11,84	28,07
35-39	21,61	20,10	13,57	12,06	32,66
40-44	21,81	16,49	13,83	13,83	34,04
45-49	12,03	17,72	16,46	12,03	41,77
50-54	18,99	15,82	20,25	9,49	35,44
55-59	17,91	16,92	12,94	12,44	39,80
60-64	12,64	13,74	10,44	14,84	48,35
65 et plus	12,17	13,05	9,07	9,29	56,42

Les femmes sont-elles plus libérales que les hommes sur les questions de société ? Contrairement aux deux indicateurs précédents, nos données ne vérifient pas cette attente théorique. Il n'y a aucune différence notable entre hommes et femmes. On dénombre 33,1% d'hommes libéraux culturels pour 34,5% de femmes dans l'espace wallon. En Région bruxelloise, les pourcentages sont respectivement de 36,7% d'hommes libéraux culturels pour 35,7% de femmes. Les observations parmi les conservateurs ne révèlent aucune distinction majeure. En Wallonie, pour 51,4% d'hommes conservateurs, on recense 52,1% de femmes. Et à Bruxelles, 48,4% d'hommes conservateurs pour 51,5% de femmes (tableau 6). L'égalisation tendancielle des statuts entre hommes et femmes semble avoir écrasé d'hypothétiques différences de positionnement entre les hommes et les femmes.

Tableau 6. Positionnement des francophones sur les questions de société en fonction du genre (en %)

	<i>Libéralisme culturel</i>	<i>Libéralisme culturel</i>	<i>Position centrale</i>	<i>Conservatisme</i>	<i>Conservatisme marqué</i>	<i>N</i>
<i>Région wallonne</i>						
Homme	16,17	16,96	15,45	14,32	37,10	751
Femme	15,73	18,79	15,38	14,68	35,42	719
<i>Région bruxelloise</i>						
Homme	18,84	17,88	14,93	11,55	36,81	606
Femme	17,83	17,83	12,83	12,56	38,94	568

2. Choix politiques et questions de société

Ces positionnements divers des citoyens wallons et bruxellois influent-ils le vote ou la répartition est-elle indifférenciée ?

A. *Le ps*

Depuis une vingtaine d'années, plusieurs politologues ont pointé le difficile défi électoral des partis socialistes et sociaux-démocrates face aux mutations sociologiques. Comment agréger un électorat ouvrier et employé, régulièrement positionné à gauche sur les thématiques socio-économiques, mais plus conservateur sur les problèmes de société ou éthiques, et l'électorat des nouvelles classes moyennes salariées, libéral sur les thèmes de société mais aussi sur les questions socio-économiques ?

Certains auteurs ont avancé des réponses simples, sinon simplistes, à ce défi posé aux socialistes. Ainsi, la combinaison d'un positionnement à gauche sur les questions socio-économiques et sur les problèmes de société devrait marquer l'identité socialiste contemporaine et, de la sorte, faciliter l'attractivité électorale des deux catégories sociologiques : « La question vient souvent de savoir ce qui reste aujourd'hui de « socialiste » dans les politiques sociales-démocrates. Leur gestion dans les années de crise apporte une réponse : en limitant les effets de la crise sur l'emploi – l'une des plus grandes inégalités sociales –, les sociaux-démocrates ont mis en œuvre une valeur socialiste fondamentale : la solidarité. Si l'on y ajoute la poursuite, même au ralenti, des réformes sociales, l'extension des libertés individuelles et l'approfondissement du libéralisme culturel, on retrouve les valeurs fondamentales du socialisme tel qu'il a été défini dès l'entre-deux-guerres après la rupture de ces partis avec le communisme »¹¹, souligne par exemple Alain Bergougnoux. Mais les problèmes des formations socialistes ont souvent dépassé cette perspective et se sont posés en des termes autrement plus complexes¹².

¹¹ A. BERGOUGNOUX, « La social-démocratie entre héritage et nouvelle radicalité », *Le journal des élections*, février-mars 1990, 11, p. 18.

¹² Voir par exemple le chapitre de H. KRITSCHELT, « Social Democracy strategy and electoral competition », in *The transformation of European Social Democracy*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.

En Belgique, le ps a manifestement tenté de marier ce double positionnement à gauche. Lors du scrutin du 18 mai 2003, il s'était présenté comme plus régulateur dans le champ socio-économique et à l'avant-garde sur les questions de société. L'élection du 10 juin 2007 s'est tenue dans un contexte plus difficile pour les socialistes et leur campagne a privilégié des thématiques marquées du sceau du social, comme la revendication d'un accroissement des montants des pensions de 12% en quatre ans.

Comment se situe son électorat sur les questions de société ? En Wallonie, la moitié de ses électeurs peuvent être classés comme des citoyens conservateurs sur les questions de société. A Bruxelles, ce chiffre est inférieur à 50%. *A contrario*, 34% de ses électeurs socialistes wallons et 40% des électeurs socialistes bruxellois peuvent être qualifiés de libéraux sur les questions de société. Il existe donc un côté relativement transversal dans l'électorat socialiste sur les questions de société (tableau 7).

Nous avons élaboré un indice allant de 1 à 5 sur les problèmes de société. 1 est la position la plus conservatrice et 5, la posture la plus libérale. En Wallonie, la note moyenne qu'obtient l'électorat du ps est de 2,62 alors qu'elle s'élève à 2,74 en Région bruxelloise. Dans les deux espaces, l'électorat socialiste se révèle le plus libéral après l'électorat écologiste (tableau 8).

Tableau 7. Structure des électorats des partis francophones sur les questions de société (en %)

	<i>Libéral culturel marquant</i>	<i>Libéral culturel</i>	<i>Position centrale</i>	<i>Conservateur</i>	<i>Conservateur marquant</i>
<i>Wallonie</i>					
PS	16,25	17,50	14,69	15,00	36,56
MR	13,23	17,20	14,42	17,59	37,57
CDH	9,22	14,98	20,74	16,13	38,94
Ecolo	19,06	27,59	15,06	15,25	23,05
FN	13,86	11,88	7,92	13,86	52,48
Autres	26,71	17,39	16,77	8,07	31,06
<i>Bruxelles</i>					
PS	20,39	18,83	12,62	10,29	37,86
MR	11,36	14,77	14,49	12,78	46,59
CDH	10,59	13,33	15,29	15,29	45,49
Ecolo	25,84	23,26	15,50	13,95	21,45
FN	20,51	12,82	2,56	7,69	56,41
Autres	27,35	20,23	13,11	9,12	30,20

Le côté transversal de l'électorat socialiste sur ces thématiques est corroboré par les pourcentages de pénétration dans les différentes catégories. En Wallonie, de manière intéressante, on relève que le ps décroche un score supérieur à son résultat moyen parmi les libéraux culturels les plus affirmés et chez les conservateurs les plus nets (tableau 9). Dans l'espace bruxellois, le ps enlève un pourcentage supérieur à sa moyenne dans les deux catégories de libéraux culturels et une performance équivalente à son score du 10 juin chez les conservateurs marquants.

B. *Le MR*

Jusqu'à son réaligement en 1961¹³, le parti libéral était considéré en général comme une formation libérale sur les problèmes socio-économiques et sur les questions de société. Depuis sa volonté affichée et réussie de s'ouvrir philosophiquement, les libéraux belges ont approfondi leur positionnement libéral sur les thématiques économiques et sociales. En revanche, leur approche des questions de société a fluctué dans le temps. En la matière, les libéraux se sont régulièrement présentés comme plus conservateurs qu'auparavant. Sur les questions éthiques, par exemple, les mandataires du MR se sont divisés. Les propositions sur le mariage des couples homosexuels, le principe de l'adoption par des couples d'un même sexe ou la loi sur l'euthanasie ont débouché sur des votes éclatés dans les rangs réformateurs.

L'électorat du MR est-il aussi dispersé ? La réponse est positive. Sur les deux problématiques mentionnées dans notre questionnaire, il apparaît même assez conservateur. En Wallonie, 55,16% de ses électeurs ressortissent à la catégorie des citoyens conservateurs et ce chiffre s'élève même à 59,27% en Région bruxelloise, pourtant plus libérale. En miroir, on ne recense que 30% de libéraux sur les questions de société parmi ses électeurs dans le spectre wallon et à peine 26% à Bruxelles (tableau 7).

En Wallonie, l'indice de l'électorat du MR est de 2,51, dans une posture d'entre-deux ; entre l'indice des partis socialiste et vert, et celui des démocrates humanistes et du Front national. A Bruxelles, il s'élève à 2,32 (tableau 8).

En matière de pénétration des différents groupes d'électeurs, le MR est nettement plus performant chez les citoyens conservateurs que chez les libéraux sur les questions de société. La comparaison des extrêmes en atteste. En Wallonie, son score chez les plus libéraux est de 4,77 points inférieur à son pourcentage moyen. A Bruxelles, le différentiel est beaucoup plus substantiel puisqu'il s'élève à 12,40 points. En revanche, sa pénétration parmi les électeurs les plus conservateurs est supérieure au pourcentage obtenu dans les deux spectres considérés. En Région wallonne, il est de 2,22 points au-dessus du résultat moyen et à Bruxelles de 7,52 points (tableau 9).

Tableau 8. Indice de la structure des électors des partis sur les questions de société (1 est la position la plus conservatrice et 5 la plus libérale)

	<i>Wallonie</i>	<i>Bruxelles</i>
PS	2,62	2,74
MR	2,51	2,32
CDH	2,39	2,28
Ecolo	3,04	3,18
FN	2,21	2,33
Autres	3,01	3,05

¹³ P. DELWIT, « Du parti libéral à la fédération PRL-FDF-MCC », in P. DELWIT (éd.), *Libéralismes et partis libéraux en Europe*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2002, p. 179-197.

C. *Le CDH*

Héritier du parti social chrétien, le Centre démocrate humaniste a abandonné l'épithète chrétienne en 2002 et adopté un Manifeste, un an plus tôt, dont une des vocations était de sortir de l'image confessionnelle encore accolée au parti¹⁴. Quand bien même le parti social chrétien n'était pas un parti confessionnel, de droit depuis 1945, de fait depuis la signature du pacte scolaire, l'empreinte chrétienne restait toujours importante pour le parti. Avec le CVP, son *alter ego* néerlandophone, le PSC fut la formation la plus rétive aux évolutions sur des questions de société aussi cruciales par exemple que l'interruption volontaire de grossesse. Sur les problèmes de société, singulièrement sur les questions éthiques, l'électorat social chrétien s'est souvent présenté comme le moins libéral des partis démocratiques.

La donne a-t-elle changé avec l'avènement du CDH ? Au plan du parti lui-même, le CDH est apparu réticent sur plusieurs projets débattus dans les législatures 1999-2003 et 2003-2007. Si le principe du mariage des couples homosexuels a vu les parlementaires humanistes voter en des sens divers, le principe de l'adoption par des couples homosexuels et plus encore la loi autorisant, en certaines circonstances, l'euthanasie ont dans l'ensemble été repoussés par le CDH.

Mais qu'en est-il de l'électorat ? Celui-ci se révèle parmi les moins libéraux. En Wallonie, 55,1% des électeurs humanistes apparaissent comme des citoyens conservateurs. A Bruxelles, ce total s'élève même à 62,7%. On notera par ailleurs avec intérêt que le Centre démocrate humaniste est le parti qui a le moins d'électeurs libéraux culturels affirmés dans son électorat ; moins de 10% en Wallonie et à peine plus en Région bruxelloise (tableau 7). A l'aune des ces observations, la volonté d'ouverture manifestée par les édiles humanistes ne semble pas nécessairement avoir percolé dans l'électorat.

Les indices de l'électorat humaniste sont bas. En Région wallonne, il atteint 2,39. A Bruxelles, en se fixant à 2,28, il donne à voir l'électorat CDH comme le plus conservateur sur les questions de société des cinq formations étudiées (tableau 8).

La pénétration du parti dans les différentes catégories est dès lors en phase avec ces observations. En Wallonie, le CDH ne recueille que 9,85% des électeurs les plus libéraux sur les questions de société, soit 5,95 points sous son score moyen. Dans l'espace bruxellois, il n'en capte que 8,27%, soit 6,16 points sous son score moyen dans la Région. *A contrario*, il engrange 18,43% des électeurs les plus conservateurs en Région wallonne et 17,40% à Bruxelles, un résultat supérieur à son pourcentage moyen de respectivement 2,63 points et 2,97 points (tableau 9).

¹⁴ P. DELWIT, « Le parti social chrétien : jalons d'un futur incertain », in P. DELWIT (éd.), *Le parti social chrétien. Mutations et perspectives*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2002, p. 9-30.

Tableau 9. Pénétration des partis dans les différentes catégories d'électeurs (en %)

	<i>Libéral culturel marquant</i>	<i>Libéral culturel</i>	<i>Position centrale</i>	<i>Conservateur</i>	<i>Conservateur marquant</i>	<i>Score : 10 juin 2007</i>
<i>Wallonie</i>						
PS	30,21	26,47	26,97	27,61	30,09	28,55
MR	27,17	28,74	29,26	35,79	34,17	31,95
CDH	9,85	13,03	21,90	17,07	18,43	15,80
Ecolo	16,47	19,40	12,86	13,05	8,82	13,27
FN	4,67	3,25	2,63	4,62	7,82	5,17
Autres	11,63	9,11	6,38	1,86	0,67	5,26
<i>Bruxelles</i>						
PS	23,72	22,73	19,51	18,38	21,56	21,50
MR	19,80	26,70	33,55	34,19	39,72	32,20
CDH	8,27	10,81	15,88	18,34	17,40	14,43
Ecolo	19,75	18,44	15,75	16,37	8,02	14,12
FN	3,18	2,06	0,53	1,83	4,28	2,86
Autres	25,29	19,27	14,78	10,89	9,02	14,89

D. Ecolo

Les travaux consacrés aux partis verts ou à leurs électeurs mettent souvent en évidence le haut niveau de libéralisme culturel de ces acteurs et un positionnement plus centriste sur les thématiques socio-économiques. Dans sa recherche sur les dirigeants du parti vert français, Guillaume Sainteny a par exemple isolé ces caractéristiques : « En ce qui concerne leurs valeurs, les dirigeants écologistes font montre de la même dichotomie entre un extrême libéralisme culturel et des positions plus modérées, pour les valeurs dites du mouvement ouvrier »¹⁵. Avant lui, Kitschelt et Hellemans l'avaient aussi noté pour Ecolo et Agalev¹⁶.

Cette configuration est le plus souvent attribuée et associée à deux éléments connectés. Le premier tient à l'importance de l'influence de l'école de Francfort de philosophie dans l'émergence et le développement des acteurs écologistes. Des auteurs libertaires comme Marcuse, Adorno, Gorz ou Illich ont été des maîtres à penser des premières organisations écologistes, même si nombre de militants et de cadres en ignorent aujourd'hui jusqu'à l'existence. Ensuite, nombre de recherches ont établi le niveau de capital scolaire traditionnellement élevé tout à la fois pour les membres et les électeurs des formations vertes. Cette observation est d'ailleurs confirmée pour le scrutin du 10 juin 2007¹⁷. Or, nous l'avons vu, il y a une relation entre le niveau de capital scolaire et le positionnement libéral sur les questions de société.

¹⁵ G. SAINTENY, *Les Verts*, Paris, Presses universitaires de France, 1992.

¹⁶ H. KITSCHOLT, S. HELLEMANS, *Beyond the European Left. Ideology and Political Action in the Belgian Ecology Parties*, Durham, Duke University Press, 1990.

¹⁷ Voir le chapitre III consacré aux comportements électoraux en relation avec le capital scolaire.

Ces tendances sont-elles vérifiées pour l'électorat d'Ecolo à l'élection législative du 10 juin 2007 ?

La majorité de l'électorat vert est libéral sur les questions de société. En Wallonie, on dénombre 46,50% d'électeurs verts ressortissant aux valeurs du libéralisme culturel pour 36,5% à celles du conservatisme. En Région bruxelloise, les scores sont respectivement de 49,10% et 35,40% (tableau 7). Ecolo est donc le seul parti où, dans les deux espaces étudiés, la frange d'électeurs libéraux est supérieure à celle des conservateurs. Mais, on recense un segment non négligeable d'électeurs conservateurs sur les questions de société. On relèvera même que plus d'un cinquième des électeurs d'Ecolo ressortissent à la catégorie des conservateurs marquants. Eu égard aux indications que nous avons mentionnées pour les partis verts, ce pourcentage apparaît assez élevé.

Cette situation s'explique-t-elle par le bon résultat décroché par Ecolo ? Par rapport aux élections fédérales du 18 mai 2003 ou régionales du 13 juin 2004, Ecolo a fort élargi son audience et dépassé à nouveau les frontières de son socle d'électeurs fidèles. Ecolo aurait donc pu attirer des électeurs moins marqués par l'approche libertaire des verts ou un segment que l'on qualifie parfois d'électorat protestataire. Pour tester cette hypothèse, nous avons comparé l'indice de libéralisme culturel des électeurs d'Ecolo en 2007 à celui des électeurs de 2004.

Sans surprise, l'électorat d'Ecolo se révèle le plus libéral des cinq partis analysés sur les questions de société. Sur la base de l'indice que nous avons établi, l'électorat vert se fixe à 3,04 dans l'espace wallon et à 3,18 à Bruxelles. Ecolo est ainsi la seule formation où l'électorat a une note moyenne supérieure à 3 (tableau 8). Qu'en est-il pour 2004 ?

L'hypothèse n'est pas vérifiée. En effet, les indices calculés pour les seuls électeurs écologistes de 2004 ramènent à un score de 3,24 en Région bruxelloise et de 3,06 en Wallonie, soit des chiffres très proches de 2007.

L'examen des pénétrations d'Ecolo dans les différentes catégories atteste de l'attractivité supérieure des verts chez les électeurs libéraux par rapport aux électeurs conservateurs. En Wallonie et à Bruxelles, Ecolo décroche un pourcentage nettement plus élevé que son résultat moyen dans les deux catégories de citoyens libéraux culturels : plus 3,2 points chez les plus libéraux en Wallonie et plus 5,63 points dans l'espace bruxellois. En revanche, il est à 4,45 points sous son pourcentage moyen en Région wallonne chez les conservateurs marquants et à 6,10 points à Bruxelles (tableau 9).

E. Le Front national

Les travaux consacrés aux électeurs des partis d'extrême droite ont mis en lumière leur dimension ethnocentriste très prononcée, de même que leur dimension pessimiste nettement plus marquée que chez les autres citoyens. Certains auteurs ont aussi pointé leur côté conservateur sur les questions de société, associé à une réaction d'ensemble contre la « modernité » économique et culturelle. Sous cet angle, et dans les termes d'Ignazi, les formations d'extrême droite marqueraient la *contre-révolution*

*silencieuse*¹⁸. Le phénomène serait aussi associé au faible capital culturel tendanciel des électeurs d'extrême droite.

Ces hypothèses sont-elles vérifiées dans l'électorat du Front national ? D'une manière générale et sans surprise majeure, l'électorat du Front national se décline comme très conservateur. Tant à Bruxelles qu'en Wallonie, plus d'un électeur sur deux du FN appartient à la catégorie des conservateurs marquants. Plus largement, près de deux sur trois ressortissent à celle des citoyens conservateurs. Dans ces conditions, on ne recense que peu d'électeurs frontistes libéraux sur les questions de société : moins d'un quart en Wallonie et un tiers dans le spectre bruxellois (tableau 7).

Examiné à l'aune de l'indice que nous avons établi, l'électorat du Front national est le plus conservateur en Région wallonne. Avec un score de 2,21, il obtient le plus faible score sur notre échelle. A Bruxelles, la configuration est plus nuancée. En effet, avec un indice de 2,33, l'électorat bruxellois du FN se situe juste au-dessus de celui du Mouvement réformateur et, plus encore, du Centre démocrate humaniste (tableau 8).

En termes de pénétration dans les différentes catégories d'électeurs, le Front national obtient un score de 2,65 points supérieurs à sa moyenne chez les conservateurs marquants de Wallonie, et de 1,42 point chez ceux de Bruxelles ; ce qui, eu égard aux performances électorales modestes du FN, est très significatif. A l'inverse, dans le spectre wallon, son pourcentage est inférieur de 0,50 point à son résultat chez les plus libéraux sur les questions de société. En Région bruxelloise, en revanche, il est étonnamment supérieur de 0,32 point (tableau 9).

3. Conclusions

Depuis les événements de mai 1968, les rapports et les comportements reliés aux questions de société hors du champ des problématiques économiques et sociales sont beaucoup plus étudiés et considérés comme plus importants. Embrayant sur les travaux de Ronald Inglehart qui annonçait l'arrivée de générations post-matérialistes, Herbert Kitschelt a élaboré un axe fondé sur les rapports aux valeurs. Celui-ci met aux prises les tenants d'une gauche libertaire aux partisans de positions plus autoritaires ou conservatrices.

Pour tester la pertinence de cette configuration pour les Belges francophones, nous leur avons demandé de se positionner sur deux propositions. La première concernait l'interdiction stricte de la consommation de cannabis ; la deuxième, le caractère normal du principe de l'adoption d'enfants par les couples homosexuels.

En Wallonie, une majorité de répondants se situent sur des positions plutôt conservatrices. A Bruxelles, en revanche, une majorité des répondants ressortissent au libéralisme culturel. Par rapport aux attributs classiques qui influent sur le positionnement relatif aux questions de société, nous avons relevé que deux d'entre eux confirment d'autres travaux. Le capital scolaire et l'âge influent sur le système de valeurs. En revanche, dans notre enquête, le genre ne joue aucun rôle.

Dans les électorats des partis, il y a somme toute une relative cohérence à gauche. Les deux partis les plus à gauche de l'échiquier politique, le ps et Ecolo, ont les

¹⁸ P. IGNAZI, « The silent counter-revolution. Hypotheses on the emergence of extreme right-wing parties in Europe », *European Journal for Political Research*, 1992, 22/1, p. 3-34.

électorats les plus libéraux sur les questions de société. L'électorat d'Ecolo est de loin le plus libéral. Sa pénétration est beaucoup plus aisée dans les catégories les plus libérales que dans les segments plus conservateurs. La structure de l'électorat socialiste est plus transversale, surtout dans l'espace wallon.

Parmi les formations du centre-droit, l'électorat du CDH semble encore largement répondre aux influences chrétiennes sur les questions de société. Il se révèle comme le plus conservateur en Région bruxelloise et n'est devancé que par celui du FN en Wallonie. L'électorat du MR est aussi assez conservateur. Le MR a beaucoup plus de difficulté à convaincre les électeurs marqués du libéralisme culturel que ceux fixés sur des positions conservatrices, singulièrement en Région bruxelloise, où pourtant, le libéralisme culturel percole plus qu'en Wallonie.

Sans surprise, nous avons aussi noté que la structure de l'électorat du Front national est conservatrice sur les questions de société, tout particulièrement en Wallonie, où l'indice de l'électorat frontiste apparaît comme le plus conservateur de toutes les formations étudiées.